



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU DOUBS

Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté

Belfort, le 06 juin 2013

Unité Territoriale Nord Franche-Comté

Nos réf. : UTNFC/SPR/AC/GV 2013-0528A

Affaire suivie par :

INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT



**Société PSA PEUGEOT CITROEN
site de SOCHAUX**



**Suites de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de
réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique
présentes dans les rejets des ICPE soumises à autorisation**

Projet de prescriptions complémentaires



**Rapport de présentation au Conseil Départemental de
l'Environnement et des Risques Sanitaires et
Technologiques**



Rapport de l'inspection des Installations Classées

La DREAL Franche-Comté est certifiée ISO 9001/v2008 sur une partie de ses missions

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h00 à 11h45 sans rendez-vous

sur rendez-vous uniquement de 14h00 à 16h00

Tél. : 33 (0) 3 84 58 82 08 – fax : 33 (0) 3 84 58 82 07

8 rue du Peintre Heim – CS 70201 – 90004 BELFORT Cedex

www.franche-comte.developpement-durable.gouv.fr

I – OBJET

L'adoption de la directive 2000/60/CE du 23/10/2000 (dite directive cadre sur l'eau) établit un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau et renforce les orientations communautaires relatives au bon état des écosystèmes aquatiques.

En particulier, l'article 16 de cette directive vise à renforcer la protection de l'environnement aquatique par des mesures spécifiques conçues pour réduire progressivement les rejets, émissions et pertes de substances chimiques prioritaires et l'arrêt ou la suppression progressive des rejets, émissions et pertes de certaines substances dangereuses, dites prioritaires dans l'eau (substances figurant sur la liste de l'annexe X de la directive).

Afin d'atteindre cet objectif, la circulaire ministérielle du 4 février 2002 a initié une action nationale de recherche et de réduction des substances dangereuses présentes dans les rejets des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Ainsi, dans une première phase environ 5 000 établissements industriels ont participé, au niveau national, à cette action de recherche de substances dangereuses dans leurs rejets (81 établissements industriels pour la région Franche-Comté).

Sur la base des données collectées, l'Institut National de l'Environnement et des Risques (INERIS) a réalisé un rapport de synthèse établissant notamment pour 23 secteurs d'activités industrielles, une liste des substances dangereuses couramment détectées.

La circulaire ministérielle du 5 janvier 2009 a lancé la mise en œuvre de la deuxième phase de recherche et de réduction des substances dangereuses pour le milieu aquatique présentes dans les rejets des Installations Classées soumises à autorisation.

II – MODALITES DE L'ACTION PREVUE

La circulaire du 5 janvier 2009 prévoit les dispositions suivantes :

- pour chaque exploitant d'Installations Classées soumises à autorisation, la réalisation d'une **campagne de surveillance initiale** de 6 mesures (au pas de temps mensuel) portant sur une liste de substances dangereuses identifiées pour le secteur d'activité concerné et prescrite au travers d'un arrêté préfectoral complémentaire ;
- la remise d'un **rapport de synthèse** par l'exploitant qui permettra de déterminer, à l'issue de la surveillance initiale, les substances devant faire l'objet d'une surveillance pérenne ;
- au vu des résultats de la surveillance initiale, la réalisation d'une **surveillance pérenne** (fréquence trimestriel, pendant une durée minimale de deux ans et demi) portant sur les substances pour lesquelles les mesures préalablement réalisées auront permis de mettre en évidence une émission réelle ou impactante pour le milieu ;
- la réalisation d'un **programme d'action** pour toutes les substances maintenues en surveillance pérenne et qui auront été identifiées comme devant faire l'objet de la part de l'exploitant, d'une réflexion approfondie sur les moyens à sa disposition pouvant permettre d'obtenir des réductions voire des suppressions ;
- en fonction des conclusions du programme d'actions, la réalisation par l'exploitant d'une **étude technico-économique** accompagnée d'un échéancier de réduction voire de suppression des émissions de certaines substances pertinentes. Ces études devront être fournies dans un délai de 18 mois à compter de la notification de l'arrêté prescrivant cette surveillance pérenne.

La note ministérielle du 27 avril 2011 relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 susvisée décrit précisément les conditions dans lesquelles doivent être analysées et exploitées les données issues de la surveillance initiale, ainsi que les étapes ultérieures de l'action de recherche et de réduction des substances dangereuses dans l'eau (action RSDE).

Au vu des résultats factuels décrits dans le rapport de surveillance initiale, les substances mesurées lors de cette phase de surveillance sont classées en 3 catégories. Les 3 catégories de substances sont les suivantes :

- les substances analysées lors de la surveillance initiale dont il n'est pas utile de maintenir la surveillance au vu des faibles niveaux de rejets constatés : **substances à abandonner**
- les substances dont les quantités rejetées sont suffisamment importantes pour qu'une surveillance pérenne de ces émissions soit maintenue : **substances à surveiller**
- parmi ces substances à surveiller, celles pour lesquelles les quantités rejetées ne sont pas suffisamment faibles pour dispenser l'exploitant d'une réflexion approfondie sur les moyens à sa disposition pouvant permettre d'obtenir des réductions voire des suppressions : **substances devant faire en sus de la surveillance l'objet d'un programme d'actions.**

Le présent rapport a pour objectif de présenter les suites données à l'action RSDE pour les établissements rejetant des substances dangereuses dont les émissions mesurées lors de la surveillance initiale atteignent les critères déterminés aux points 2.1.0, 2.1.1 et 2.1.2 de la note ministérielle du 27 avril 2011 et conduisant au maintien de la surveillance, à savoir :

- x les substances dont les mesures ont été qualifiées d' « incorrecte-réhibitoire », ces substances doivent continuer à être mesurées au titre de la surveillance pérenne avant qu'il ne soit possible de statuer sur leur cas,
- x comparaison du flux journalier moyen émis à un seuil absolu défini à l'échelle nationale : les substances dont le flux journalier moyen émis est supérieur ou égal à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 2 de la note du 27 avril 2011,
- x " prise en compte du milieu " : les substances dont le flux journalier moyen émis est inférieur à la valeur figurant dans la colonne A du tableau de l'annexe 2 et qui ne répond donc pas au critère ci-dessus sont maintenues en surveillance pérenne si la quantité rejetée de cette substance est à l'origine d'un impact local et que celui-ci constitue un élément pertinent pris en compte dans le programme d'action opérationnel territorialisé (PAOT) établi par la MISE (mission inter-services de l'eau). L'application d'un critère de cette nature, traduisant un impact local avéré, répond au besoin de hiérarchiser la poursuite de l'action également en direction des milieux les plus directement dégradés par les rejets des ICPE. Les arguments pouvant conduire à un tel maintien devront prendre en compte un ou plusieurs des aspects suivants :
 - ✓ concentrations de la série de mesure mesurées à des valeurs supérieures à 10*NQE (NQE étant la norme de qualité environnementale réglementaire figurant à l'annexe 2 renvoyant à l'arrêté du 25 janvier 2010 modifié en juillet 2010) ; (uniquement pour les rejets directs)
 - ✓ flux journalier moyen émis supérieur à 10% du flux admissible par le milieu ; le flux admissible étant considéré comme le produit du QMNA5 (débit mensuel d'étiage et de fréquence sèche) et de la NQE ; (uniquement pour les rejets directs)
 - ✓ contamination du milieu récepteur par la substance avérée : substance déclassant la masse d'eau ; substance affichée comme paramètre responsable d'un risque de non atteinte du bon état des eaux (RNABE) ; mesures de la concentration de la substance dans le milieu récepteur (ou dans une station de mesures situés à l'aval) très proche voire dépassant la NQE.

III – PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

Par arrêté préfectoral n° 2010-1204-01310, la Société PSA PEUGEOT CITROEN s'est vue imposer la surveillance initiale des 15 substances suivantes :Nonylphénols, Cadmium, Chrome, Cuivre, Mercure, Nickel, Plomb, Zinc, Fluoranthène, Naphtalène, Trichloroéthylène, Tétrachloroéthylène, Chloroforme, Demande Chimique en Oxygène, Matières en suspension.

Cette société a remis le rapport de surveillance initiale le 2 août 2012 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement.

Après avoir complété ce rapport le 13 août 2012, le 27 septembre 2012 et le 19 octobre 2012 pour répondre point par point aux justifications demandées dans la note ministérielle du 27 avril 2011 et conformément à son point 2.2.5, l'exploitant s'est vu notifier par lettre du 06 juin 2013 et pour chaque substance de la surveillance initiale, le classement retenu ainsi que les justifications afférentes aux 3 critères ci-dessus.

Une synthèse de l'analyse de l'inspection des installations classées figure en annexe 1 du présent rapport. Cette synthèse précise les critères applicables à chacune des substances retenues pour une surveillance pérenne et / ou un programme d'action. En annexe 2 du présent rapport, figurent le projet d'arrêté préfectoral complémentaire proposant les substances à retenir, pour cet établissement, pour réaliser une surveillance pérenne et / ou un programme d'actions.

En conclusion, il est proposé de prescrire :

- concernant les rejets issus de la station biologique, la surveillance pérenne :
 - x du nickel et ses composés et la définition d'un programme d'action de réduction ou de suppression pour ce paramètre.
- concernant les rejets issus de la station finale, la surveillance pérenne :
 - x des nonylphénols,
 - x du zinc et composés,
 - x du chloroforme.

Par ailleurs, la surveillance pérenne se traduit dans tous les cas par l'obligation pour l'exploitant de remplir, via l'outil GEREPE, une déclaration annuelle d'émission polluante pour le nickel et le chrome et leurs composés. Une fois bancarisée dans le registre national des émissions polluantes, ces déclarations fourniront les éléments permettant une quantification dans le temps des efforts de réduction ou de suppression.

Conformément aux dispositions de l'article R.512-31 du Code de l'Environnement, l'arrêté complémentaire ainsi proposé et joint au présent rapport requiert l'avis du Comité Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).

Le rédacteur	Le vérificateur	L'approbateur
Belfort, le 29 mai 2013  Inspecteur des Installations Classées	Belfort, le 29 mai 2013  Inspecteur des Installations Classées	Besançon, le 05 juin 2013 

ANNEXE I

Synthèse de l'analyse de l'inspection des installations classées

PSA PEUGEOT CITROEN

Eaux industrielle, point de rejet en sortie de la station de traitement “ finale ”

Nom de la substance	Code Sandre	Flux moyen rejeté dans le milieu	Critère de maintien en surveillance pérenne
Nonylphénols	1957	4,1 g/jour	Le flux moyen rejeté pour cette substance est supérieur au seuil fixé (2 g) dans la colonne A du tableau en annexe 2 à la circulaire du 27 avril 2011. L'établissement doit donc réaliser une surveillance pérenne de cette substance.
Chloroforme	1135	31,1 g/jour	Le flux moyen rejeté pour cette substance est supérieur au seuil fixé (20 g) dans la colonne A du tableau en annexe 2 à la circulaire du 27 avril 2011. L'établissement doit donc réaliser une surveillance pérenne de cette substance.
Zinc et ses composés	1383	229,7 g/jour	Le flux moyen rejeté pour cette substance est supérieur au seuil fixé (200 g) dans la colonne A du tableau en annexe 2 à la circulaire du 27 avril 2011. L'établissement doit donc réaliser une surveillance pérenne de cette substance.

Après examen en application de la note du 27 avril 2011, la surveillance des substances autres substances peut être abandonnée.

Aucune mesure n'a été qualifiée d' « incorrecte-rédhibitoire »

Eaux industrielle, point de rejet en sortie de la station de traitement “ biologique ”

Nom de la substance	Code Sandre	Flux moyen rejeté dans le milieu	Critère de maintien en surveillance pérenne
Nickel et ses composés	1386	165 g/jour	Le flux moyen rejeté pour cette substance est supérieur au seuil fixé (100 g) dans la colonne B du tableau en annexe 2 à la circulaire du 27 avril 2011 : L'établissement doit réaliser une surveillance pérenne de cette substance et fournir un programme d'actions sous 6 mois. Substance devant faire en sus de la surveillance l'objet d'un programme d'actions.

Après examen en application de la note du 27 avril 2011, la surveillance des substances autres substances peut être abandonnée.

Aucune mesure n'a été qualifiée d' « incorrecte-rédhibitoire »

D'après les données « État des masses d'eau en Franche-Comté » fournie par l'agence de l'eau en août 2011, il ressort :

- État chimique 2006-2010 de l'Allan à BART (code masse d'eau : FRDR627) : état MAUVAIS, familles déclassantes : HAP / Pesticides, paramètres déclassants : Benzo(g,h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène / Hexachlorocyclohexane
- Contamination par les métaux mesurés sur la matrice Eau : pas de données sur l'Allan.
- Contamination des bryophytes de l'Allan à BART : pollution certaine à l'arsenic.